ASSEMBLÉE NATIONALE

22 février 2016

RECONQUÊTE DE LA BIODIVERSITÉ - (N° 3442)

Non soutenu

AMENDEMENT

N° CD257

présenté par

M. Saddier, M. Sermier, M. Douillet, M. Herth, M. Tardy et Mme Duby-Muller

ARTICLE 27 A

Supprimer cet article.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Il y a un enjeu économique et fiscal de rééquilibrage de taxation car notre huile d'olive est plus taxée que l'huile de palme et un enjeu environnemental lié à la déforestation mais une taxation spécifique à l'huile de palme n'est pas la bonne solution.

D'abord ce n'est pas un produit toxique mais au contraire il a beaucoup de qualités nutritionnelles à condition d'en manger avec modération, comme c'est le cas pour le beurre.

Donc le cibler n'est pas cohérent ni par rapport à une politique de santé publique ni par rapport aux engagements que la France a pris, notamment avec la signature de la déclaration d'Amsterdam d'encourager les entreprises qui se sont engagées à s'approvisionner en huile de palme durable.

Le véritable enjeu c'est de transformer cette filière, qui fait vivre directement ou indirectement plusieurs millions de familles en Asie, et en Afrique en filière durable et lutter contre la déforestation.

Des progrès ont été déjà réalisés, citons l'exemple du CIRAD qui travaille depuis des années pour développer des semences améliorées pour augmenter la productivité et éviter la déforestation.

Une démarche globale existe depuis 10 ans sur l'ensemble de la chaîne menée à la fois par les industriels, les ONG, les producteurs locaux, pour changer les pratiques culturelles et aujourd'hui 90 % environ de l'huile de palme produite dans le monde est couverte par les engagements de « 0 déforestation ».

Si cet amendement est maintenu, il fragilisera les efforts réalisés par l'ensemble des acteurs de la filière (producteurs, ONG, gouvernements, raffineurs, entreprises utilisatrices, distributeurs et utilisateurs finaux) pour développer des solutions collaboratives qui permettent de mettre un terme à la déforestation et de protéger ainsi l'habitat naturel des espèces menacées, tout en assurant un

impact économique et social positif pour les populations et les communautés locales et va à l'encontre des engagements que la France a pris pour soutenir les efforts des industriels français engagés dans la démarche huile de palme durable.